



Arrêté ministériel portant agrément en matière de

Coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles niveau B

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration,

Vu la demande d'agrément du 2 mars 2005 du sieur Michel MONFORT,
né le 22 juin 1965;

Revu l'arrêté ministériel du 4 avril 2011 portant refus d'agrément pour le sieur Michel MONFORT;

Vu la demande de recours gracieux introduite à la date du 1^{er} juillet 2011 par le sieur Michel MONFORT sollicitant la reconnaissance de son expérience professionnelle de plus de trois ans dans la phase élaboration d'un ouvrage et dans la phase réalisation d'un ouvrage;

Vu l'article L. 312-8 (6) du Code du Travail ;

Vu le règlement grand-ducal du 9 juin 2006

- concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ;
- déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ;

Considérant que le sieur Michel MONFORT est détenteur d'un diplôme d'« ingénieur industriel section construction » délivré par l'Institut Supérieur Industriel Liégeois d'enseignement supérieur technique de plein exercice, de type long et de niveau universitaire, section construction ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 18 mars 2005 portant inscription du grade d'ingénieur industriel du sieur Michel MONFORT au registre des diplômes luxembourgeois;

Considérant que le sieur Michel MONFORT a justifié d'une expérience professionnelle minimale telle que prévue à l'article 6 du règlement grand-ducal précité ;

Considérant que le sieur Michel MONFORT a justifié d'une formation appropriée par rapport aux activités de coordination telle que prévue par le règlement grand-ducal du 9 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable du 9 juin 2011 du Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ;

Considérant que partant le postulant remplit les conditions telles qu'énumérées aux sous-points 1, 2 et 3 de l'article L. 312-8 (6) du Code du Travail et du deuxième tiret de l'article 5 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 précité ;

ARRÊTE

Art. 1^{er}.- L'agrément comme coordinateur de sécurité et de santé est accordé au sieur Michel MONFORT pour pouvoir intervenir sur les chantiers temporaires ou mobiles du niveau B pendant la phase élaboration du projet d'un ouvrage et pendant la phase réalisation d'un ouvrage.

Art. 2.- Le présent arrêté remplace et abroge l'arrêté ministériel du 4 avril 2011 délivré au sieur Michel MONFORT;

Art. 3.- Le présent arrêté est notifié au sieur Michel MONFORT par courrier recommandé avec accusé de réception pour lui servir de titre. Copie en est adressée à Monsieur le directeur de l'Inspection du travail et des mines pour information.

Art. 4.- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif, à introduire dans un délai de trois mois à partir de sa notification par une requête signée par un avocat à la Cour.

Luxembourg, le

15 SEP. 2011



Nicolas Schmit

Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration